

# la Révolution prolétarienne

**REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925**

## **MONTÉE DE LA RÉACTION SOCIALE**

Elimination des pouvoirs intermédiaires, renforcement corrélatif des centres « décideurs », désorganisation voulue des services publics, ouverture de ces services à la libre entreprise du capitalisme privé, remise en cause des droits acquis chèrement par les travailleurs, contestation des prérogatives syndicales, répression de leur activité à la base, politique réactionnaire générale des dirigeants industriels et de leurs ministres, exploitation contre les travailleurs d'une crise entretenue, enrichissement et domination accrue d'une classe de gros industriels et technocrates, conservation d'une petite bourgeoisie-tampon sous-traitante ou auxiliaire, baisse du pouvoir d'achat des travailleurs non chômeurs, réduction symptomatique des dépôts en Caisse d'Épargne rappelés à la consommation courante en raison de la hausse des prix, entretien d'une masse de chômeurs qui freine la revendication ouvrière, refus patronal et gouvernemental de prendre en considération la réduction nécessaire du temps de travail, augmentation démontrée du nombre de ceux, hommes, femmes et enfants, qui vivent au-dessous de la ligne de pauvreté : voilà le tableau de la situation sociale réelle de notre pays quand on déchire tant soit peu le mince voile des apparences toujours tendu entre nous et la réalité par nos dirigeants et leur propagande.

C'est une montée générale de réaction sociale dans tous les domaines et dans tous les pays de l'avant-garde industrielle, ceux de capitalisme privé comme ceux de capitalisme d'Etat. Chaque jour nous apporte son lot, dans l'un ou l'autre camp, de lois, de décrets ou de mesures administratives réactionnaires. C'est chaque jour aussi que nous devons y prendre garde, y répondre aussitôt par la résistance et la contre-offensive. Cette vague de réaction n'a pas toujours la violence que lui donnent les régimes autoritaires dans lesquels chaque recul social, chaque régression a son ombre portée sur la police ou sur l'armée au pouvoir, ou sur le parti unique. Elle est parfois insidieuse et rampante

comme au pays de M. Barre. Elle est souvent déguisée par un discours libéral et des mesures apparemment progressives.

C'est le cas de cette participation des travailleurs aux bénéfices et à l'administration de l'entreprise. Cette vieille panacée contre la lutte des classes, on nous la présenterait bientôt comme une révolution ! Or le patronat français s'est expliqué là-dessus, ne serait-ce que par la voix de son président, M. François Ceyrac. Il est bien entendu pour

DANS CE NUMERO :

- **DANS LA LOIRE :**  
**LE CONFLIT MAVILOR**  
par FRANC
- **MUNICH**  
par Georges LAMIZET
- **LA GUERRE QUI RODE**  
par SANTEUIL
- **LETTRE D'AMÉRIQUE**  
par Pierre AUBERY

lui que la décision en matière sociale, sans parler bien sûr de la décision économique ou technique, appartient au seul chef d'entreprise.

Les « cadres » seront là pour recevoir les doléances des travailleurs de base. Ce sont les intermédiaires rêvés car ils ne sont pas libres par rapport au patron. On discute encore sur le point de savoir s'ils seront autorisés à représenter le personnel au conseil d'administration. Le patronat voit dans tout cela une bonne conception paternaliste et hiérarchique de l'entreprise comme il verrait sans doute assez bien l'organisation de la société tout entière (les « cadres » y sont les hommes politiques).

Quant à l'actionnariat ouvrier, parlons-en ! Les directions d'entreprise pourront (et non pas devront) distribuer aux ouvriers (avec une plus grosse part aux cadres) jusqu'à 3 % du capital ! Trois pour cent ! C'est, pour parler comme M. d'Estaing, « le petit morceau de la France » que pourront posséder, si les patrons le veulent bien, les millions de producteurs de profit. Le parlement paraît tout fier de lui d'avoir adopté une telle loi !

Où sont là-dedans les délégués élus du personnel et les délégués syndicaux ? Ils n'apparaissent pas parce qu'il s'agit, de façon dérisoire d'ailleurs, de réduire leur rôle, de limiter leurs prérogatives, de contester leurs droits. Contre eux, la répression patronale s'exerce un peu partout. Chaque jour, nous apprenons de nouveaux cas de répression anti-syndicale et la protection légale ne suffit pas à garantir les militants. La réalité sociale est là :

c'est une offensive contre les syndicats ouvriers, contre les droits individuels et collectifs des travailleurs à l'intérieur de l'entreprise.

Il n'y a pas qu'en France que les maîtres du pouvoir procèdent, avec des moyens plus ou moins durs, au remodelage social des entreprises ou à la consolidation de leur structure autoritaire. En Grande-Bretagne, Mme Thatcher mène la danse contre les syndicats : il n'est pas dit qu'elle ne s'y cassera pas les dents. Au Brésil, en voie de civilisation industrielle, on arrête, à Sao-Paulo, les leaders de la grève des métallurgistes des usines multinationales. En Tunisie, des chefs syndicalistes, nos camarades de l'U.G.T.T., sont encore en prison. En U.R.S.S., en Roumanie, en Pologne on arrête et on condamne les courageux ouvriers qui veulent constituer des syndicats indépendants du pouvoir et du parti unique, la seule voie d'un mouvement ouvrier ressuscité, d'une véritable défense de classe. L'internationalisme prolétarien réel, pas celui des discours ou des théories, celui des faits, se révèle dans cette opposition sourde ou hautement déclarée à la réorganisation autoritaire du monde industriel contemporain.

L'autogestion de ce monde par ceux qui travaillent, qui produisent, qui administrent — hommes heureusement différents dans leurs capacités, mais égaux socialement —, c'est le contre-courant qui arrêtera la vague réactionnaire. Il serait temps que les jeunes syndicalistes révolutionnaires comprennent la grandeur de la tâche qui les attend.

---

## LETTRE D'AMÉRIQUE

Rien ne va plus pour les Américains. Avec la crise iranienne qui s'éternise, l'inflation galopante qui atteint le taux de 20 %, l'invasion de l'Afghanistan par les Russes, la crise de l'énergie menaçante, la campagne pour les élections présidentielles d'où il ne ressort rien de bien neuf, tant comme programme que comme candidat, les Américains sentent que le contrôle de leurs affaires et de celles du monde leur échappe de plus en plus. Et pourtant, malgré le pessimisme qu'engendre d'assez sombres perspectives d'avenir, les affaires commerciales marchent bien, le niveau de l'emploi se maintient et un hiver exceptionnellement doux, pour le continent nord américain, a permis d'éviter une rupture des stocks de combustibles pour le chauffage domestique.

En matière de politique extérieure le fait que les Etats-Unis soient en période électorale comporte de sérieux risques. La politique modérée et temporisatrice de Carter qui, si elle n'a pas remporté de succès éclatants, n'en a pas moins limité l'escalade de la tension internationale, est l'objet d'attaques de plus en plus vives de la part de ses adversaires et de ses concurrents politiques. Une explosion d'hystérie anti-communiste (et ici il n'est pas nécessaire d'être très à gauche pour être classé parmi les communistes) constitue un risque toujours présent. D'autant plus que la tentation d'agiter le spectre de l'expansionnisme soviétique pour tenter de détourner l'attention de l'opinion des vrais responsables du climat de pré-crise dans lequel nous vivons est de celles aux-

quelles les gouvernements en difficulté ont de la peine à ne pas céder. La gauche américaine considère en général que l'impérialisme soviétique n'est pas en mesure de se lancer dans les aventures que les spécialistes de la « Realpolitik » présentent comme des options vraisemblables du Kremlin. Les Russes auraient déjà bien du mal à maintenir leurs satellites de l'Europe orientale dans le droit chemin, à tenir l'immense Chine en respect et à nourrir convenablement leur propre population qui ne montrerait aucun empressement à retourner à l'austérité d'hier après avoir commencé à goûter aux plaisirs de la consommation que le plein emploi rend possibles enfin.

Si l'on accepte la thèse du gouvernement américain et des pétroliers, selon laquelle l'inflation et le déséquilibre de la balance des comptes résulteraient principalement de la hausse des prix du pétrole brut, on est obligé de conclure que l'économie dite « libérale » et les mécanismes du marché sont impuissants à redresser la situation. Les remèdes proposés plus qu'appliqués jusqu'alors par le gouvernement Carter : économies budgétaires, restrictions du crédit, impôt spécial frappant les super-profits des compagnies pétrolières nationales, sont peu efficaces. Les compagnies multi-nationales ont tous les moyens nécessaires à leur disposition pour échapper à ces restrictions. Elles répètent d'ailleurs à l'envi que l'augmentation considérable de leurs profits n'est pas due aux affaires qu'elles font aux Etats-Unis mais à celles qu'elles gèrent à l'étranger notamment en Europe.

Il y a sans doute une part de vérité dans cet argument puisque le prix de l'essence est souvent trois fois plus élevé outremer qu'aux Etats-Unis mêmes. En bref, maîtresses du marché international, les compagnies pétrolières se moquent bien des initiatives actuelles des gouvernements et poussent leurs profits à des niveaux sans précédent, sans se préoccuper du bien-être présent des consommateurs et encore moins de l'avenir. Il a été en effet établi que les compagnies pétrolières et autres producteurs d'énergie n'ont nullement, comme ils le prétendent, investi leurs profits dans la recherche de nouvelles sources d'énergie ou dans le développement de nouvelles technologies. Ils se sont surtout préoccupés de diversifier leurs placements dans des entreprises à marge bénéficiaire élevée. Comme les Etats-Unis importent près de la moitié du pétrole qu'ils consomment, comme avec 6 % de la population mondiale ils absorbent 30 % des matières premières produites sur terre, ils se sentent particulièrement menacés par la stratégie globale du profit qui dicte le comportement des grandes compagnies. Aussi commence-t-on à entendre parler de réformes des structures de l'économie et de la production, de contrôle des prix et des salaires, voire de nationalisation des industries productrices d'énergie. Mais il faut bien dire qu'il ne s'agit-là, pour le moment que de paroles en l'air, de vagues discours qui ne se sont traduits par aucun acte décisif. Ce sont toujours des compagnies privées qui décident en fait de l'avenir énergétique du pays en fonction de leurs intérêts propres à court terme et non pas du bien commun. De plus elles ne font à peu près rien pour permettre au monde de passer des combustibles fossiles, y compris l'uranium, qui sont soit trop dangereux pour être exploités à grande échelle, soit en voie d'épuisement, soit l'un et l'autre, à d'autres sources d'énergie renouvelables, celles-ci.

Le climat de pré-crise économique qui pèse sur le pays est ressenti avec une particulière intensité dans l'enseignement. Avec des ressources qui n'augmentent pas ou même diminuent à cause du taux élevé de l'inflation, écoles et universités tant publiques que privées, se trouvent dans une situation difficile. En conséquence dans les Universités il n'est question que d'économies budgétaires et de suppressions d'emploi. Comme les étudiants se détournent des humanités et des sciences sociales qui ne donnent accès à aucune carrière prestigieuse et ne débouchent sur nul emploi lucratif, la tentation est forte de réduire ces enseignements au strict minimum pour concentrer les ressources existantes sur les écoles d'ingénieurs, les écoles commerciales, les écoles de droit et de médecins. Les syndicats d'enseignants eux-mêmes sont bien désarmés pour s'opposer à de tels remaniements. D'autant plus qu'ils sont menacés dans leur existence même de plusieurs façon. La cour suprême des Etats-Unis a récemment décidé que la direction d'une célèbre Université juive YESCHIVA, n'avait pas à reconnaître le syndicat des professeurs ni à négocier avec lui des conditions de travail et de salaire de ses enseignants. En effet, selon la plus haute juridiction du pays, tous les professeurs de YESCHIVA sont considérés comme des cadres, faisant partie de la direction, puisqu'ils sont consultés par l'administration quant au recrutement, aux programmes, à l'embauche du personnel. Cette décision de justice reflète d'ailleurs fidèlement la

mentalité d'un nombre important de professeurs d'université qui se considèrent comme un élite, comme membres d'une profession libérale et non pas comme de simples salariés. Ils estiment que leur classe — dans tous les sens du mot — leur donne le droit et les moyens de négocier individuellement avec leur employeur, qui est d'ailleurs souvent un de leurs anciens condisciples. Les solidarités ethniques, les puissantes associations d'anciens des grandes écoles, leur permettent souvent de s'assurer effectivement des privilèges et des avantages considérables en matière de traitement, d'heures de cours, de congés d'étude et de recherche, dont leurs collègues plus modestes, formés dans des conditions moins prestigieuses, ne jouissent pas. Cela crée un climat de compétition et d'intrigue qui n'est guère favorable au travail suivi et fait naître de graves inquiétudes quant à l'avenir.

On peut dire, sans exagération, que les Etats-Unis vivent depuis plusieurs mois dans l'attente d'une catastrophe encore imprécise quant à ses modalités et dont la date n'est pas encore fixée. Pourtant politiciens et journalistes prophétisent à tout venant la diminution de la production, la hausse des prix, le chômage, l'effondrement du pays comme puissance mondiale. Tout le monde s'attend à souffrir. Mais, pour le moment, la vie continue sans grand changement apparent. L'inflation, en dépit des taux d'intérêt élevés, encourage la fuite devant la monnaie. Chacun s'empresse de faire des achats remis depuis longtemps. Personne n'hésite plus à se débarrasser de ses économies, voire même à faire plus encore de dettes, ce qui entraîne une fièvre de dépenses qui ne s'est pas sensiblement ralentie depuis plusieurs mois même si les investissements dans des biens de production durable ont diminué à en croire les statistiques. Assistons-nous à l'une de ces grandes bacchantales qui, dans l'antiquité, précédaient la chute des empires ? Ou bien s'avèrerait-il que le système capitaliste fait preuve de plus d'élasticité et de dynamisme qu'une analyse de son fonctionnement et de ses performances dans les pays du tiers monde qu'il appauvrit plus qu'il ne développe le laisserait croire ? En ce qui concerne les Etats-Unis tout au moins les mois à venir nous le diront sans doute.

**Pierre AUBERY.**

« ... Nous avons appris à reconnaître ce gigantisme qui n'est que la contrefaçon malsaine d'une croissance, ce gaspillage qui fait croire à l'existence de richesses qu'on n'a déjà plus, cette pléthore si vite remplacée par la disette à la moindre crise, ces divertissements ménagés d'en haut, cette atmosphère d'inertie et de panique, d'autoritarisme et d'anarchie, ces réaffirmations pompeuses d'un grand passé au milieu de l'actuelle médiocrité et du présent désordre, ces réformes qui ne sont que des palliatifs et ces accès de vertu qui ne se manifestent que par des purges, ce goût du sensationnel qui finit par faire triompher la politique du pire, ces quelques hommes de génie mal secondés, perdus dans la foule des grossiers habiles, des fous violents, des honnêtes gens maladroits et des faibles sages. »

**Marguerite YOURCENAR.**  
(Sous bénéfice d'inventaire -  
collection Idées - Gallimard).

# M U N I C H

*Il ne faut jamais laisser entendre, ni se permettre de croire, que la guerre soit compatible, en un sens quelconque, avec la justice et l'humanité.*

Alain (*Mars ou la Guerre jugée*)

La honte de Munich : il faudrait examiner, en se replaçant dans la situation de l'époque, ce lieu commun accepté depuis quarante ans. Ces temps-ci en particulier, l'épouvantail de Munich est souvent brandi. Dans la R.P., où l'on fut munichois en 1938, ce qu'Hagnauer n'a pas rappelé, Santeuil a déploré rétrospectivement la politique d'« apaisement » auparavant pratiquée en Angleterre par Baldwin et « que son successeur Chamberlain allait porter à son apogée au moment de Munich ».

En 1938 je fus Munichois, alors que j'avais vingt-quatre ans. Membre du parti communiste, non sans réserves intérieures, je le quittai. Les occasions ne m'auraient pas manqué de le faire dans la suite. Dans celle-ci mon cas fut sans doute assez exceptionnel ; plus nombreux furent ceux, antimunichois dans ses rangs, qui le quittèrent après la signature du pacte germano-soviétique.

J'ignorais encore en ce temps l'existence de la R.P., mais j'avais été attentif au combat poursuivi depuis vingt ans en faveur de la paix par Alain et ses amis, qui l'avaient emporté sur Langevin et les siens, les communistes, au sein du Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes.

Ceux qui, dans ce Comité, dans les syndicats, à la R.P., furent Munichois se trompèrent-ils ? Je réponds : du point de vue de l'opposition à la guerre, non.

On peut s'interroger aujourd'hui sur les raisons d'être de la R.P. L'opposition à la guerre en fut une. Elle est, à mon avis, une de celles qui demeurent.

Il y avait plusieurs manières de dire non à la guerre.

L'une était le défaitisme révolutionnaire, selon le mot d'ordre de Lénine : transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Seule en 1938 une poignée de militants restait fidèle à ce mot d'ordre. Trois ans auparavant, au lendemain du pacte Laval-Staline, une première volte-face avait fait abjurer le défaitisme révolutionnaire aux communistes, au nom d'un « antifascisme conséquent ». Moins d'un an plus tard le pacte Hitler-Staline devait déterminer de leur part une seconde volte-face, qu'une troisième suivit en 1941.

Une autre attitude, celle des pacifistes intégraux, celle de Lecoin, est demeurée l'attitude de nos camarades de l'Union pacifiste. C'était hier comme aujourd'hui celle des objecteurs de conscience. C'était celle de Giono, auteur d'un pamphlet ayant pour titre : *Refus d'obéissance*.

Une autre attitude encore était celle d'Alain, dont Santeuil a bien fait d'associer le nom à celui de Proudhon dans un courant de pensée où se situent à présent, au parti radical italien, Marco Pannella et Jean Fabre, ce Français récemment jugé pour insoumission. Alain rejetait non moins fermement que Giono, quelle que soit la situation, l'idée de la guerre, et le disait tout aussi haut ; mais, la plupart des citoyens français étant d'une autre opinion, comme

ils le sont encore, il fallait entrer en guerre, faire ce devoir de citoyen qu'est le devoir militaire. En 1914, à quarante-six ans, il s'était engagé. Prendre part à l'exécution donne voix au chapitre dans la décision (1).

Tel est le parti que j'avais pris, dans mon refus de la guerre, et auquel je me tiens. Cela ne permet que mieux, tant que la guerre n'est pas là, de contribuer du plus qu'on peut, à tout moment, en toute situation, aux efforts faits pour l'éviter ; d'où qu'ils viennent. Et d'abord cela permet de demander que la défense soit défense et seulement défense. Ainsi en est-il dans de petits pays comme la Suisse ou la Suède. Ils n'appartiennent à aucune alliance militaire. Pourquoi n'en serait-il pas de même dans un pays comme la France ? Passe de faire la guerre, mais on ne devrait pas la faire avant d'être attaqué. Henri Bouché et Simone Veil, anciens élèves d'Alain, examinaient en 1938 cette solution au problème de la défense du territoire en cas d'invasion : la guérilla ; rien de plus actuel que cette idée.

Depuis la fin de la première guerre mondiale l'effort des pacifistes avait été, à contre-courant, de dénoncer la politique de la victoire, de mettre en garde contre un maintien obstiné du *statu quo* établi en Europe par les traités de 1919, de montrer les dangers de cette humiliation du peuple allemand qui le fit porter Hitler, « enfant de Versailles », au pouvoir. Ils n'avaient pas été écoutés.

N'y avait-il plus alors à employer, pour sauver la paix, que des mesures militaires ? Comment assurer que les choses auraient mieux tourné si l'on avait pris ce risque ? Ce qui est plus téméraire encore que le « Il n'y a qu'à », c'est le « Il n'y avait qu'à ». Faut-il penser, comme Santeuil, que la paix aurait pu être sauvée « si, au moment de la réoccupation de la Rhénanie par Hitler en mars 1936, les troupes françaises étaient intervenues » ? Les troupes françaises auraient-elles dû intervenir, en Espagne, contre celles d'Hitler et de Mussolini ? Fallait-il, en 1938, essayer de faire reculer Hitler, comme on nous le serine depuis quarante ans, et, s'il ne reculait pas, se jeter dans la guerre ?

On ne rappelle jamais quel était alors le problème à résoudre. A l'intérieur des frontières accordées en 1919 à la Tchécoslovaquie par les vainqueurs, la région des Sudètes était peuplée d'Allemands, et ils voulaient être citoyens allemands. « C'était, dira Giono, leur droit le plus strict. » Aux termes des accords signés à Munich leur pays fut annexé au Reich. C'était aussi le droit des Tchèques de rester citoyens tchécoslovaques. Ce droit leur fut reconnu par l'Allemagne, et garanti par l'Angleterre et la France. C'est en mars 1939, non en septembre 1938, qu'Hitler fit pas-

(1) Sur l'attitude d'Alain en 1939, dans l'épisode du tract « Paix immédiate », le récit de Lecoin, repris naguère dans la R.P. par Hagnauer, appellerait une mise au point.

ser les Tchèques sous son joug. Et l'on n'intervint pas. Du reste, on n'est pas intervenu non plus, en 1948, au moment du coup de Prague, ni en 1968, au moment de l'entrée des troupes du pacte de Varsovie dans cette malheureuse Tchécoslovaquie. Aurait-il fallu intervenir ? Faut-il aujourd'hui voler au secours des Afghans ?

En 1938, au début de septembre, un télégramme réclamant des « mesures énergiques » avait été envoyé à Chamberlain et à Daladier. Giono tint rigueur à « feu Romain Rolland », comme il disait, d'avoir dans le même temps signé, avec Langevin, ce télégramme et, avec Alain, avec lui-même, un appel du syndicat des instituteurs et du syndicat des postiers faisant entendre un tout autre son de cloche.

On y avait lu :

« Nous demandons au gouvernement français de persévérer dans la voie des négociations sans se laisser décourager par les difficultés renaissantes. »

Et encore :

« Nous demandons que le message de raison du Président Roosevelt soit entendu : il faut que la paix soit faite avant la guerre plutôt qu'après la guerre. »

A Blum, son ami, Alain avait dit dans une lettre : « Je te demande de faire ce que tu pourras pour que le gouvernement se détourne résolument des tentations de la force et, selon sa constante direction, suive en ces événements l'Angleterre, notre aînée dans la pratique de la liberté. » Ainsi en avait-il été au moment de la guerre d'Espagne. Avant que les Anglais ne soient réduits à montrer ce dont ils

sont capables dans la défense de la liberté, leur gouvernement alla jusqu'au bout du possible pour empêcher une deuxième guerre mondiale d'éclater vingt ans après la première et de ses suites.

Voici en quoi le Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes, sans être rassuré sur l'avenir, approuva en France qu'on eût négocié : « C'est que, dit en son nom Michel Alexandre, pour la première fois la France et l'Angleterre ont appliqué la formule qui depuis quatre ans fut d'emblée nôtre : ne résister que sur des positions enfin défendables, c'est-à-dire après avoir fait pleine justice aux revendications adverses » (2).

Quel argument aujourd'hui pour un nouvel Hitler, appelant à une nouvelle revanche, s'il en avait été autrement ! On n'y pense pas.

Pour ma part, je ne crus pas un instant, comme Giono, qu'on avait sauvé la paix. Mais je ne regrette pas qu'on ait dit non, jusqu'au dernier moment, à la guerre. Je ne regrette pas d'avoir été Munois. Je suis disposé à l'être de nouveau.

Georges LAMIZET.

(2) Il me paraît utile de citer dans la R.P. cette phrase d'une étude de Nicole Racine-Furlaud sur les différents courants apparus, entre 1934 et 1939, au sein du Comité de Vigilance : « Il est hors de doute que l'attitude des pacifistes socialistes et syndicalistes du C.V.I.A. qui s'engagèrent dans la Collaboration en même temps que d'autres hommes venus comme eux de la gauche a rétrospectivement jeté le discrédit sur l'activité du C.V.I.A. tout entier après 1936, et cela, abusivement ».

(Le Mouvement Social, n° 101, octobre-décembre 1977, Les Éditions Ouvrières, 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris.)

## PROPOS D'UN FRANC-TIREUR

### SARTRE ET CAMUS

Si le Président de la République et le gouvernement français ont eu l'élémentaire pudeur de s'abstenir de tous éloges posthumes officiels à son égard, ce sont de véritables funérailles nationales et internationales dont les médias ont gratifié Jean-Paul Sartre.

Peut-être s'étonnera-t-on que nous ne participions que d'une manière réservée à cet hommage quasi-unanime. Certes nous adressons un adieu fraternel à l'instigateur, en 1960, du *Manifeste des 121* pour le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie. Au contestataire de 1968 qui enrageait qu'étudiants et ouvriers ne pussent réaliser un front commun pour balayer le vieux monde, comme près de cent ans auparavant la Commune de Paris avait tenté de le faire. Au membre du tribunal Russell qui condamnait l'absurdité sanglante de l'aventure américaine au Vietnam. A l'enquêteur improvisé qui, sur place, aux usines Renault allait se documenter sur les conditions précises dans lesquelles un mercenaire de cette firme prétendument nationalisée avait pu abattre Pierre Overney. Au défenseur de la liberté de la presse bafouée par un ministre de l'Intérieur, digne héritier de ses prédécesseurs du Second Empire, ou de Vichy et, pour ce faire, vendant à la criée *La cause du peuple*, puis assumant la direction de *Libération*.

Nous nous inclinons plus encore peut-être devant celui qui, au moment de lier sa gerbe, reconnaissait

avec une émouvante sincérité, être passé néanmoins, plus d'une fois, « à côté de la plaque ».

Au fond, la tragédie de cet « intellectuel engagé » est d'avoir été abstrait à un degré incroyable. Dès l'enfance, il ne devait voir la vie et les hommes qu'à travers « les mots ».

C'est pourquoi, il s'est obstiné à faire de l'Allemagne un pays viscéralement nazi. Un pays gangrené depuis des siècles par une sorte de nazisme potentiel qui n'a fait que s'épanouir dans le délire des années 1933 à 1945. Nazisme qui lui serait resté collé à la peau, même lorsqu'elle est devenue l'Allemagne d'Adenauer et de Ludwig Ehrard, voire de Willy Brandt et d'Helmut Schmidt. Quant à l'Europe dont peut rêver cette Allemagne, elle ne saurait être, de toute évidence, qu'une Europe germano-américaine, capitaliste et revancharde. Oubliés évidemment, ces centaines de milliers d'Allemands qui, au péril de leur vie, firent barrage à la montée du nazisme puis, durant les douze « années inhumaines du régime hitlérien », osèrent dire NON à la « bête immonde ».

C'est de la même façon qu'il devait accepter, à plus d'une reprise — sous prétexte de « ne pas désespérer Billancourt » — d'être le compagnon de route des communistes, en lesquels il voulait voir à tout prix la quintessence de la classe ouvrière, alors qu'ils n'en étaient qu'un miroir aussi déformant que ceux du Musée Grévin.

Et nous regrettons précisément qu'il ait cru devoir joindre sa voix au concert de celles qui vouaient alors Albert Camus aux gémonies — quitte à lui

rendre hommage à sa mort. Mais ces hommages posthumes ne sont-ils pas un peu une solution de facilité ?

A la différence de Sartre, Camus aimait le ciel, le soleil et la mer, la vie dans sa plénitude et les hommes en chair et en os. Il n'y avait pas entre la nature et lui, entre l'humanité et lui, l'écran des « mots ». C'est sans doute d'ailleurs pour cela qu'il avait si vite compris que le jour où la « révolution césarienne » avait « triomphé de l'esprit syndicaliste et libertaire », ce jour-là avait constitué le jour le plus noir de l'histoire du mouvement ouvrier. Pour l'U.R.S.S. d'abord, mais aussi, par contre-coup, pour le reste du monde.

## Pitié pour le Maghreb

Tel était le titre d'une brochure où Daniel Guérin dénonça autrefois la politique coloniale de la 4<sup>e</sup> République en Afrique du Nord. Il n'est évidemment plus question de justifier celle-ci, mais il faut bien constater qu'une nouvelle oppression s'est substituée à l'ancienne. Certes, elle a le mérite de poser, dans une lumière crue, le problème de la lutte de classes, autrefois estompé par le combat nationaliste contre la puissance colonisatrice. Mais le « burnous » continue toujours à « suer ».

Il fut un jour de 1924 ou 1925 où le Cartel des Gauches fit transférer au Panthéon les restes de Jaurès. Dans le cortège, anonyme alors, se trouvait un jeune étudiant tunisien, Habib Bourguiba. Il est inutile de rappeler le rôle éminent qu'il a joué, tant avant qu'après la seconde guerre mondiale, pour permettre à son pays d'accéder à l'indépendance.

La R.P. elle-même a, en janvier 1939, hébergé sa prose. Deux mois auparavant, la Chambre italienne des Faisceaux et Corporations avait revendiqué, avec une unanimité de commande : « la Corse et la Savoie, Djibouti et la Tunisie ». Cela faisait beau temps d'ailleurs que le Duce, après avoir fait pacifier la Libye au pas de charge, se proclamait le « protecteur de l'Islam » et intriguait dans tous les pays arabes sous domination française ou britannique. Mais il convoitait plus particulièrement la Tunisie, qui est le prolongement naturel de la Sicile et que la France avait raflée au nez et à la barbe de l'Italie au début des années 1880.

Dans leur égoïsme viscéral, les prépondérants français favorisaient en quelque sorte les visées de Mussolini. Car, une fois tombé le gouvernement Léon Blum dont l'avènement avait provoqué dans tout l'« Empire français » une espérance aussi grande qu'en France même, la politique de la trique avait repris en Tunisie. Et Bourguiba, précisément, en faisait alors l'amère expérience dans une géole du Sud tunisien.

C'était alors pourtant qu'il écrivait : « Le danger italien, nous le réalisons autant sinon plus que la France, car si pour la France il pose une question d'hégémonie et de puissance, pour nous il pose une question de vie ou de mort ». Considérant le fascisme comme la « bête immonde », il en appelait, de la France des politiciens obtus au service de la caste des prépondérants, à la France des Droits de l'Homme.

C'est beaucoup plus tard, en 1954-1956 qu'il devait être enfin entendu et que la Tunisie put accéder

d'abord à l'autonomie interne, puis à l'indépendance.

Hélas ! Une fois devenu le maître de son pays, le « Combattant suprême » allait atrocement décevoir les libéraux qui avaient soutenu son combat. Il devait éliminer perfidement, tour à tour, tous ses rivaux potentiels. L'an dernier, ils s'illustrait par une répression sanglante de la grève générale des syndicats qu'il faisait présenter comme un complot contre son régime. Aujourd'hui, c'est la ténébreuse « affaire de Gafsa » qui se solde par treize pendaisons. En refusant d'user de son droit de grâce, Bourguiba s'est une nouvelle fois déconsidéré devant l'opinion mondiale. Nous joignons notre protestation indignée à cette nouvelle manifestation de sadisme sénile.

Et, du même coup, nous protestons contre la répression exercée en Kabylie par le gouvernement algérien. Il y a beau temps que nous n'avons plus guère d'illusions sur l'Algérie qui conquiert pourtant, de si haute lutte, son indépendance. Nous avons pu espérer pourtant, à la mort de Boumediène, qu'une détente était susceptible d'intervenir. Hélas ! La Kabylie est obligée de lutter pour son identité culturelle contre l'arabisation qu'on veut lui imposer. Nous savons d'ailleurs que, vaincue aujourd'hui, elle l'emportera demain. Comme elle l'a emporté contre tous ceux qui ont cru la conquérir au long de l'Histoire. Comme l'emportent toujours — notre ami Drocourt, nourri de Louzon, nous le rappelait hier encore à la réunion mensuelle de la R.P. — les habitants des « montagnes-refuges » sur le conquérant qui peut tout juste arriver à tenir le plat pays.

## Les chênes qu'on abat

Le 24 mars dernier, un commando d'extrême droite assassinait, dans la chapelle d'un hôpital où il disait une messe pour les lépreux, l'archevêque de San Salvador, Mgr Romero.

Dans cet état de Salvador grand comme trois ou quatre départements français, la population atteint quatre millions et demi d'habitants. La densité est donc énorme. Or 2 % des citoyens possèdent 60 % des terres. 70 à 80 % de la population souffrent de malnutrition et la moitié est analphabète.

C'est ce scandale institutionnalisé que Mgr Romero, soutenu par son clergé unanime, ne cessait de dénoncer. Plus particulièrement depuis 1972, date à laquelle les militaires, le colonel Molina d'abord, puis le général Romero — homonyme de l'archevêque — étaient parvenus au pouvoir et gouvernaient au service de l'oligarchie foncière. Et il avait encouragé la formation de syndicats paysans chrétiens extrêmement combattifs.

Lorsque le général Romero avait été chassé du pouvoir en octobre 1979, l'archevêque avait accordé un préjugé favorable à la junte des jeunes officiers auteurs du pronunciamiento. Mais leur attitude allait assez vite le décevoir. Leurs projets de réforme agraire restaient à l'état de velléité, cependant que la répression dans les campagnes continuait comme devant.

Le dimanche 23 mars, Mgr Romero avait donc cru devoir solennellement adjurer les officiers et les soldats « de ne pas obéir aux ordres contraires à la loi de Dieu ». Il signait, ainsi, son arrêt de mort. Le porte-parole des forces armées qualifiait de crime cet

